

▲ SEMDEX	1684.52
▲ SEMTRI	4812.00
▲ SEM-7	347.81
▲ DEMEX	146.28

Lancement de la campagne nationale des droits de la propriété intellectuelle

LE MATINAL NEWS SERVICE
Port-Louis, 22 avril

UN COMITÉ pour la protection de la propriété intellectuelle et la promotion de l'utilisation de logiciels originaux, sous la direction du National Computer Board (NCB), composé de la Business Software Alliance (BSA), de l'ambassade américaine, de la Mauritius Authors Society Association (MASA), et des représentants d'Adobe, de Symantec et de Microsoft, a lancé la semaine de campagne nationale pour la promotion des Droits de la Propriété Intellectuelle (DPI).

Ce comité prévoit une campagne de conscientisation à partir du 26 avril, dans le cadre de la journée mondiale des DPI. Des activités organisées dans le monde entier auront pour but d'augmenter une meilleure compréhension de la propriété intellectuelle, et de démontrer comment le système de propriété intellectuelle favorise la musique, les arts et les loisirs, mais aussi tous les produits et innovations technologiques qui contribuent à façonner notre monde.

Dan Faugoo, Directeur du National Computer Board (NCB) a déclaré que "la protection des droits de propriété intellectuelle à Maurice est l'une des priorités de la NCB". Malgré l'existence des lois sur la DPI et le copyright, certaines entreprises et individus ne sont pas conscients des risques associés à l'utilisation des logiciels piratés, comment les détecter, encore moins les implications juridiques de leurs utilisations.

Pour promouvoir l'usage de logiciels authentiques, la NCB a initié une collaboration nationale des secteurs public et privé. "Participent à cette initiative nationale : les membres de la Business Software Alliance locale, la Mauritius Society of Authors, l'ambassade américaine à Maurice, le ministère de l'Éducation, le Mauritius College of the Air (MCA), le bureau du 'Director of Public Prosecutions', le Small and Medium Enterprises Development Authority (SMEDA) et les autorités, dont la Mauritius Revenue Authority (MRA), la douane et la force policière". Dans le but d'inclure les TIC comme un pilier solide de notre économie, le Parlement avait légiféré, depuis plus de dix ans, pour la reconnaissance des droits



Albert Kafta, Michel Cordani et Dan Faugoo.

de propriété intellectuelle ; décision qui a d'ailleurs influencé la volonté de Microsoft d'installer son bureau régional pour l'océan Indien à Port-Louis. "Nous avons, ici un cadre juridique correct, et il y a une amélioration, en termes de mise en œuvre. Nous espérons intensifier les actions d'éducation et de collaboration, par cette campagne pour la protection des droits de propriété intellectuelle" déclare Michel Cordani, directeur régional de Microsoft océan Indien.

La Business Software Alliance, association à but non lucratif créée pour faire progresser les objectifs de l'industrie des logiciels et assurer la protection de ses partenaires, joue un rôle essentiel dans la promotion de l'usage des logiciels originaux. Principalement dédiée à la promotion d'un monde numérique légal et sécurisé, la BSA permet à l'industrie de prospérer et de fournir une voix unifiée pour ses membres, dans le monde entier. Basé à Washington DC, elle est active dans plus de 80 pays, avec 44 membres, parmi lesquels se retrouvent les principaux éditeurs de logiciels comme Microsoft, Apple, Adobe, Cisco, Dell, McAfee, IBM et Symantec. À Maurice, ses membres les plus actifs sont Microsoft, Symantec et Adobe. Nicolas Le Maire, de Maurisoft Solutions, représentant d'Adobe à

Maurice, déclare : "Le piratage de logiciels influe négativement sur les éditeurs de logiciels, engendre une concurrence déloyale pour les entreprises légitimes, nuit à l'image des marques par la distribution de produits de qualité inférieure, expose les acheteurs à des risques informatiques, comprenant les failles de sécurité, et la perte de données. C'est la première fois que plusieurs éditeurs s'associent pour lutter ensemble contre le piratage. À travers notre participation, nous entendons conscientiser la population sur les effets négatifs du piratage".

"La contrefaçon de logiciels fait beaucoup de victimes. Si nous ne conscientisons pas les acheteurs pour l'achat d'originaux, ils se feront prendre, et perdront, même sans le savoir, de l'argent, dans du contrefait. Il est donc important, au travers de cette campagne, d'encourager les utilisateurs vers le "genuine", déclare Gérard Louise, directeur général de la MASA. Il faut savoir que la MASA a signé un accord avec la BSA en septembre dernier, préconisant, entre autres, des formations constantes des autorités gouvernementales engagées dans le combat contre le piratage. Il est aussi question d'adopter une méthode d'investigation conjointe, en vue de la publication d'un rapport annuel public,

faisant état de l'évolution du marché de la contrefaçon, ainsi que les avancées dans la lutte anti-piratage. Les deux vont également mener des campagnes éducatives soutenues, et prévoient des actions de "médiatisation intensifiée" sur les délits. "Les activités prévues la semaine prochaine s'inscrivent dans la continuité de la signature de l'accord avec la MASA", explique Gérard Louise.

L'industrie du piratage de logiciel, très organisée dans le monde entier, est devenue si sophistiquée qu'il est de plus en plus difficile de la traquer. Cette industrie s'intéresse maintenant à l'océan Indien, et Maurice vient aussi d'être victime de cette contrefaçon de haute qualité. Microsoft océan Indien a d'ailleurs été approché récemment par une administration locale, pour déterminer l'authenticité de ses logiciels. "Microsoft océan Indien a malheureusement dû confirmer l'acquisition de logiciels piratés de très haut niveau, que même les professionnels de l'informatique n'auraient pas remarqué au premier coup d'œil", expliquait Michel Cordani. Il a ajouté que "c'est dans cette optique qu'une action concertée et coordonnée entre le public et le privé est essentielle pour se protéger de la prolifération des mafias organisées, qui pourrait inquiéter les investisseurs, ruiner la réputation du pays et son positionnement comme une cyber-île".

Le comité prévoit, lundi, un Executive Briefing, l'un des trois principaux événements pour cette campagne de conscientisation. Destiné aux dirigeants d'entreprises, l'Executive Briefing a pour but de sensibiliser davantage les entreprises aux risques associés à l'usage de logiciels contrefaits. À l'agenda des activités de la semaine prochaine, figurent aussi deux sessions de 'Capacity Building' destinées aux organisations engagées dans la mise en œuvre et l'exécution, telles la force policière, la Mauritius Revenue Authority et la douane. Ces sessions animées par Symantec et Adobe permettront d'élaborer sur les techniques de détection de logiciels contrefaits, et la manière de réunir des preuves, en vue de poursuites judiciaires. Un webcast sera également réalisé le 28 avril prochain, en collaboration avec le

ministère de l'Éducation et la MCA, afin de sensibiliser l'ensemble du corps enseignant sur les méfaits du piratage, via le réseau de l'Éducation nationale. D'autres activités de sensibilisation dont l'élaboration d'un site web, la distribution de brochures pour les écoles et le grand public, la diffusion sur le Web d'éléments pédagogiques pour les enseignants des collèges, sont à venir.

Des interlocuteurs de marque sont attendus dans le cadre de cette campagne : M. Tarance Drafts, 'U.S. Customs and Border Protection' de la section 'Intellectual Property Rights (IPR)' de l'ambassade américaine, Dale Waterman et Sergey Alpatov, deux références dans le domaine de l'anti-piratage chez Microsoft. Dale Waterman, à la tête du département des affaires juridiques de Microsoft, est responsable des dossiers pour la lutte contre le piratage informatique. Actuellement basé à Dubaï, il est également le vice-président de la BSA pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Quant à Sergey Alpatov, il est 'Anti-Piracy Director' pour Microsoft. Il a travaillé pour Microsoft durant les quinze dernières années, et a été directeur de l'anti-piratage en Russie, pendant les six dernières années.

L'ambassade américaine soutient également cette campagne de sensibilisation qui vise à éduquer la population aux risques découlant du piratage, et aussi à l'importance de la propriété intellectuelle. Il s'agit de nous éveiller aux conséquences du piratage informatique, et des dispositions légales que nous pouvons adopter face aux délits informatiques. L'ambassade américaine avait soutenu la campagne organisée par la MASA afin de conscientiser les Mauriciens au respect des droits d'auteurs, par l'achat d'œuvres originales, et le rejet des produits piratés. "Nous pensons que la protection de la propriété intellectuelle est un problème critique. C'est pour cela que l'ambassade américaine soutient la BSA, afin d'encourager l'achat de logiciels originaux et protéger les utilisateurs contre les risques de logiciels contrefaits", a dit Albert Kafta, responsable des affaires économiques et commerciales à l'ambassade américaine. Le comité s'est engagé à protéger Maurice par-delà ses frontières. — redaction@lematinal.mu